

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
2 novembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Comité du Conseil de sécurité créé  
par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

**Lettre datée du 2 novembre 2010, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme sur les activités menées et les réalisations obtenues entre 2008 et 2010 et les recommandations concernant les activités futures, dans le cadre de l'examen global par le Conseil des travaux de la Direction exécutive avant l'expiration de son mandat conformément au paragraphe 2 de la résolution 1805 (2008).

Le Comité vous saurait gré de bien vouloir porter à l'attention des membres du Conseil de sécurité le texte de la présente lettre et du rapport qui l'accompagne, et de le faire distribuer en tant que document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil  
de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(Signé) Ertügrül Apakan

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (10 janvier 2011).



## Annexe

### **Rapport de la Direction exécutive au Comité contre le terrorisme sur les activités menées et les résultats obtenus entre 2008 et 2010, et recommandations concernant les activités futures**

#### **I. Introduction**

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 1805 (2008), le Conseil de sécurité a décidé que la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme conservera le statut de mission politique spéciale, agissant sous la direction générale du Comité contre le terrorisme, pour une période se terminant le 31 décembre 2010, et a décidé de procéder à un examen intérimaire, le 30 juin 2009 au plus tard, et d'entreprendre un examen global des travaux de la Direction exécutive du Comité, avant l'expiration de son mandat. Le Conseil a réalisé l'examen intérimaire prévu par sa résolution en juin 2009.

2. Le présent rapport, qui s'appuie sur les conclusions de l'examen intérimaire de juin 2009, fait la synthèse des résultats obtenus par la Direction exécutive au cours de son mandat actuel et formule un certain nombre de recommandations quant à la façon dont elle pourrait aider plus efficacement les États à mettre en œuvre les résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) du Conseil. Il tient compte de l'évolution récente de la menace terroriste à l'échelle mondiale et du fait que désormais les praticiens, nationaux et internationaux, comprennent de manière générale mieux la nature des bonnes pratiques en matière de lutte contre le terrorisme. La Direction exécutive espère que ce rapport aidera le Comité à conseiller le Conseil de sécurité lorsque celui-ci examinera la question de la prorogation éventuelle de son mandat en décembre 2010 et, le cas échéant, de la nature de ce mandat.

#### **II. Réorganisation des structures de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme**

3. À l'occasion de son examen intérimaire de juin 2009 (voir S/2009/289), le Comité contre le terrorisme a constaté que le plan de réorganisation de la Direction exécutive, qui s'était traduit par la création de cinq groupes techniques et de deux unités plus petites rattachés aux trois groupes géographiques, avait renforcé la capacité de la Direction exécutive à mener à bien ses activités de base, à savoir aider les États Membres à appliquer les résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) du Conseil. Cette nouvelle structure, plus souple, avait notamment permis de réaliser une étude sur l'application au niveau mondial de la résolution 1373 (2001) du Conseil, et de produire un *Guide technique pour l'application de la résolution 1373 (2001)*.

4. Cette nouvelle structure a continué de faciliter l'action du Comité et de sa Direction exécutive. Les groupes techniques et géographiques ont été étroitement liés à la production de la première révision de l'étude sur l'application de la résolution au niveau mondial et ont, au cours des 12 derniers mois environ, organisé une série de réunions d'information technique à l'intention du Comité et de l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont eu ainsi une

idée plus précise de l'action menée. Les groupes techniques ont également contribué à assurer la cohérence des opinions exprimées par les groupes géographiques au sujet du degré d'application de certaines dispositions des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) par les États, comme aux niveaux des sous-régions et des régions. Pour leur part, les groupes géographiques ont continué de jouer un rôle important en facilitant les évaluations et la fourniture d'une assistance technique aux États Membres, et en permettant à ces derniers de mieux comprendre l'action menée par le Comité et sa Direction exécutive.

### **III. Préparation des évaluations préliminaires de l'application et du bilan**

5. Depuis 2008, la Direction exécutive a préparé, et le Comité a adopté, des évaluations préliminaires de l'application de la résolution par tous les États Membres de l'ONU et a aidé le Comité à en réaliser un premier bilan portant sur plus de la moitié des États. Ce bilan a permis au Comité d'approfondir son dialogue avec les États Membres, de déterminer dans quelles régions les États continuaient à rencontrer des problèmes et, d'une manière plus générale, d'avoir une idée plus précise et plus complète de l'état d'application de la résolution 1373 (2001) dans le monde. Au vu de ce bilan, la Direction exécutive a organisé des ateliers par vidéoconférence à l'intention d'un certain nombre d'États (près d'une douzaine) qui n'avaient pas soumis leur rapport dans les délais et a pu ainsi entrer en contact avec divers organismes, ce qu'elle n'aurait pas été en mesure de faire autrement.

6. La réalisation d'un tel bilan demandant d'importantes ressources, aussi bien pour la Direction exécutive que pour les membres du Comité, ce dernier a adopté, début 2010, une procédure simplifiée d'examen des évaluations préliminaires. Toutefois, compte tenu du développement d'autres activités menées par le Comité et la Direction exécutive auprès des États Membres, il faudrait peut-être envisager d'effectuer le bilan sur une plus longue période.

7. Comme indiqué dans le rapport intérimaire, le Comité envisage de revoir la structure des évaluations préliminaires de façon à en accroître l'utilité en tant qu'outil de diagnostic. En temps voulu, la Direction exécutive élaborera, en s'appuyant sur le guide technique et en consultation avec les membres du Comité, des propositions de révision des évaluations préliminaires, pour examen par le Comité.

### **IV. Visites dans les pays**

8. La nouvelle structure de la Direction exécutive, approuvée par le Comité en février 2008, prévoyait une plus grande souplesse en matière de visites d'évaluation, et notamment la possibilité d'effectuer des visites plus courtes, portant plus spécifiquement sur un ou deux points particuliers, ainsi que des visites et des missions régionales afin d'étudier les bonnes pratiques mises en œuvre. Cela a permis aux membres de la Direction exécutive de se rendre dans 36 États, ce qui a porté à 59 le nombre total d'États ayant fait l'objet de visites d'évaluation depuis 2005 (dont des visites de suivi dans deux États). La Direction exécutive estime que ces visites constituent toujours un élément essentiel de son action et sont indispensables pour comprendre comment les États développent leur programme de

lutte contre le terrorisme. La liste des États dans lesquels la Direction exécutive se propose de se rendre au cours des deux à trois prochaines années sera communiquée sous peu au Comité pour examen.

9. Ayant ainsi acquis une meilleure compréhension des activités menées par plus de 25 % des États Membres, la Direction exécutive a une image plus complète des problèmes qui se posent dans les diverses régions. Elle peut ainsi affiner l'enquête mondiale, ce qui la rend plus utile pour les praticiens comme pour les analystes, qu'ils fassent ou non partie des administrations publiques, dans de nombreuses régions du monde. Surtout, cette connaissance plus approfondie lui permet de déterminer quelles seront ses priorités aux niveaux régional et sous-régional comme en matière de facilitation de l'assistance technique.

## **V. Principaux problèmes rencontrés par les États**

10. Un grand nombre d'États rencontrent des difficultés à appliquer intégralement la résolution 1373 (2001) du Conseil en raison d'un manque de moyens financiers, d'infrastructures et de ressources humaines ainsi que de la concurrence exercée par d'autres priorités en matière de développement. Une amélioration sensible de l'application ne sera donc possible que si les États sont en mesure de mettre en place les infrastructures de base et de renforcer les moyens de leurs organismes nationaux à s'acquitter pleinement de leurs mandats. Même dans ces États, la Direction exécutive a constaté un rapport étroit entre l'importance accordée à quatre domaines de l'action gouvernementale, – le renforcement des systèmes de contrôle aux frontières, le développement de la capacité des systèmes de justice pénale de façon à assurer l'état de droit, le renforcement de la coordination et du partage de l'information entre les organismes nationaux concernés et le renforcement de la coopération institutionnelle avec les États voisins – et la capacité à lutter contre le terrorisme, et ce, même lorsque le développement dans d'autres secteurs reste relativement limité.

11. La Direction exécutive a également constaté que les mesures de lutte qui reposent sur l'état de droit permettent d'obtenir durablement de meilleurs résultats. De plus, les stratégies destinées à faire respecter l'état de droit et à assurer le contrôle aux frontières et les stratégies similaires sont d'autant plus efficaces qu'elles sont intégrées à une stratégie générale de lutte contre le terrorisme qui traite également des tensions au sein de la société et d'autres « conditions propices au terrorisme » par le biais de programmes sociaux, éducatifs et culturels appropriés dans la mesure où elles ont alors tendance à entraîner la participation des principaux acteurs locaux.

## **VI. Significations pour l'action de la Direction exécutive**

12. Les éléments susmentionnés contribuent de plus en plus à définir le programme de travail et les activités de la Direction exécutive, y compris dans le domaine de la facilitation de l'assistance technique. Par exemple, la série d'ateliers organisée à l'intention de membres des services de police et des parquets de huit pays d'Asie du Sud depuis novembre 2009, et qui se poursuivra pendant plusieurs années, est destinée non seulement à développer les compétences techniques des

participants, mais également à permettre la constitution d'un réseau de professionnels dans une région qui a durement souffert du terrorisme.

13. De la même façon, l'atelier organisé en juin 2010 à Nairobi sur la gestion des frontières et les activités qui ont suivi sont destinés non seulement à développer les compétences des services d'immigration et de contrôle aux frontières, mais également à démontrer l'intérêt du renforcement de la coordination et de l'échange d'informations entre les huit ou neuf organismes nationaux de gestion des frontières qui existent dans chaque pays. Il met également l'accent sur le caractère indispensable d'une coopération plus efficace entre États voisins pour améliorer l'échange et le partage d'informations.

14. La Direction exécutive du Comité contre le terrorisme est consciente du fait que des approches régionales et sous-régionales permettent de promouvoir beaucoup plus efficacement la coopération entre États voisins. C'est pourquoi elle opte de plus en plus fréquemment pour ce type d'approche de préférence à des mesures qui ne concernent qu'un seul État. C'est essentiellement pour les mêmes raisons qu'elle a cherché à développer et à élargir la coopération avec les institutions régionales et sous-régionales concernées. Par exemple, elle a continué à développer ses contacts avec le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, non seulement parce que celui-ci assure une formation à la lutte contre le terrorisme dans une région où les capacités en la matière sont limitées, mais également parce qu'il contribue, par ses programmes de formation et son site Web, à développer une culture de la coopération entre professionnels dans toute l'Afrique.

15. À l'évidence, la Direction exécutive n'a pas les moyens d'assurer une formation à l'intention de spécialistes de tous les États d'Afrique mais elle peut, par son action de facilitation et grâce à ses contacts avec un nombre de plus en plus important de donateurs, encourager une telle formation par l'intermédiaire d'organismes régionaux ou sous-régionaux voire, dans certains cas (comme l'atelier organisé à Nairobi) susciter des programmes de formation à plus long terme. On pourrait citer d'autres exemples concernant certaines sous-régions d'Europe, d'Amérique latine, et d'Asie du Sud et d'Asie centrale.

## **VII. Assistance technique**

16. L'action de la Direction exécutive en matière d'assistance technique a évolué au cours des trois dernières années. Comme on l'a vu ci-dessus, elle est de plus en plus définie par les problèmes rencontrés qui sont de mieux en mieux connus grâce au dialogue avec les États, y compris à l'occasion des visites d'évaluation à l'issue desquelles des demandes d'assistance technique spécifique sont présentées à des donateurs dont on estime qu'ils seraient prêts à fournir une telle assistance, soit parce qu'ils participent déjà à des programmes dans le pays, soit parce qu'ils manifestent un vif intérêt pour le domaine technique concerné et ont d'importantes capacités à cet égard. Depuis l'adoption en 2008 de la stratégie révisée, la Direction exécutive a ainsi présenté 187 demandes à des donateurs bilatéraux ou multilatéraux, dont 43 ont abouti.

17. Toutefois, la Direction exécutive adopte de plus en plus fréquemment dans ce domaine une perspective régionale ou thématique, davantage en rapport avec les possibilités d'un organe créé par le Conseil de sécurité. Des exemples d'activité régionale, tels que les ateliers organisés à l'intention des personnels de police et du

parquet en Asie du Sud ou l'atelier sur la gestion des frontières organisé à Nairobi, ont déjà été mentionnés précédemment. Les efforts visant à faciliter la création d'un centre de formation à l'application de l'état de droit en Asie du Sud en sont un autre exemple. Ils ont donné lieu à de très nombreux contacts avec les donateurs, à des négociations avec le pays hôte et à des campagnes de sensibilisation auprès d'autres États de la région en vue d'obtenir leur appui. On peut également citer l'action menée auprès d'organismes et de donateurs sous-régionaux en vue de l'organisation en octobre 2010 d'un atelier consacré à la coopération en matière de justice pénale à l'intention de professionnels d'Europe du Sud-Est.

18. Pour ce qui est des activités thématiques, on peut citer l'atelier à l'intention de magistrats spécialisés dans la lutte antiterroriste qui sera organisé à New York début décembre 2010 et qui rassemblera des participants de l'ensemble des principales régions du monde, représentant divers systèmes juridiques, qui feront part de leur expérience, en matière de poursuite, notamment des problèmes rencontrés et de la façon de les résoudre. Les participants devraient également faire part de leurs besoins, notamment dans le domaine de la formation, auxquels les donateurs présents en tant qu'observateurs devraient être en mesure de répondre. On peut également citer comme exemple l'initiative destinée à rechercher les moyens d'empêcher que les groupes terroristes détournent à leur profit les organisations caritatives, qui sera lancée à l'occasion d'une réunion d'experts qui se tiendra au Royaume-Uni en janvier 2011.

## **VIII. Collaboration avec les autres membres de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et d'autres organes du Conseil de sécurité**

19. La Direction exécutive reste l'un des membres essentiel de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, et participe notamment à quatre groupes de travail chargés, respectivement, de la lutte contre le financement du terrorisme, des droits de l'homme et de la lutte contre le terrorisme, de l'initiative d'assistance intégrée pour la lutte antiterroriste qu'elle préside et, dernièrement, du contrôle aux frontières dont elle assure la coordination des activités. En outre, des membres de la Direction exécutive restent en contact fréquent avec le secrétariat de l'Équipe spéciale, créé depuis peu, au sujet des activités prévues et menées à bien, et auquel ils fournissent conseils et appui technique en fonction des besoins. Le Président de l'Équipe spéciale est invité de manière permanente à participer aux réunions internes de coordination de la Direction exécutive, auxquelles il assiste régulièrement, et la Direction exécutive, quant à elle, participe aux réunions consacrées à la gestion du secrétariat de l'Équipe spéciale.

20. L'Équipe spéciale constitue un mécanisme efficace d'amélioration de la coordination des propositions d'assistance technique présentées par diverses entités ou soumises aux donateurs pour financement. La base de données de l'initiative sur les besoins et les programmes en matière d'assistance technique offre des perspectives considérables à cet égard. À plus long terme, l'une des fonctions essentielles du secrétariat de l'Équipe spéciale sera probablement le renforcement de la coordination à l'échelle du système, dans lequel la Direction exécutive pourra jouer un rôle utile.

21. L'Équipe spéciale offre par ailleurs aux trois groupes d'experts des organes subsidiaires du Conseil de sécurité s'occupant de lutte contre le terrorisme [à savoir la Direction exécutive, l'Équipe de surveillance du Comité créé par la résolution 1267 (1999) et le Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004)] un cadre général pour mieux coordonner leurs activités et poursuivre l'échange d'informations. Bien entendu, la coopération entre ces groupes existait bien avant sa création et s'est notamment manifestée par les nombreux ateliers « d'information » organisés avec l'aide de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) dans cinq régions ou sous-régions au cours des trois dernières années, ainsi que par l'adoption de deux stratégies communes concernant les États qui soumettent leur rapport avec retard, d'une part, et les organisations internationales et régionales, d'autre part. En outre, l'Équipe de surveillance du Comité créé par la résolution 1267 (1999) a participé à neuf visites d'évaluation menées par la Direction exécutive depuis 2008, et prévoit de participer à de nouvelles visites lorsque celles-ci présentent un intérêt pour ses travaux. Les experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004) envisagent eux aussi de se joindre aux futures visites d'évaluation de la Direction exécutive, selon qu'il convient.

## **IX. Collaboration avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales**

22. La Direction exécutive continue de faire largement appel à un certain nombre d'organisations internationales partenaires clefs qui fournissent une assistance, des conseils et un appui (parfois logistique et financier); une assistance pour les visites d'évaluation, les conférences et les ateliers; et une assistance technique en réponse aux propositions présentées par la Direction exécutive. Ces partenaires sont le Service de la prévention du terrorisme et le Programme mondial contre le blanchiment de l'argent de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et la Banque mondiale.

23. Comme indiqué ci-dessus, la Direction exécutive a également établi des rapports particulièrement étroits avec certaines organisations régionales et sous-régionales, notamment la Communauté des Caraïbes et le Comité interaméricain contre le terrorisme de l'Organisation des États américains en Amérique, le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme, l'Union africaine, le Groupe d'Afrique orientale et d'Afrique australe de lutte contre le blanchiment de capitaux, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Programme de renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (ICPAT), le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest et la Communauté de développement de l'Afrique australe, en Afrique; le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, Eurojust, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation de Shanghai pour la coopération et la Communauté d'États indépendants, en Europe; le

Forum des îles du Pacifique dans le Pacifique et la Banque asiatique de développement (BAsD), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Association sud-asiatique de coopération régionale, en Asie.

24. Parmi les exemples de coopération au cours de la période couverte par le présent rapport, on peut citer l'action menée avec l'OACI, le HCR et divers organismes régionaux pour faciliter la fourniture d'une assistance aux États qui ne délivrent pas à l'heure actuelle de documents de voyage lisibles par machine conformes aux normes de l'OACI; l'action menée avec INTERPOL pour créer une base de données internationale des armes à feu perdues ou volées, qui sera incorporée au système mondial sécurisé de communication « I-24/7 » destiné à la police; l'organisation, avec l'ICPAT, d'un atelier sur la sécurité des frontières en Ouganda; l'organisation à Islamabad, avec la Banque mondiale, d'un atelier sur la lutte contre le financement du terrorisme à l'intention de membres du Parlement pakistanais; et l'organisation à Nairobi, avec l'Organisation internationale pour les migrations, d'un atelier sur la gestion des frontières.

## **X. Droits de l'homme**

25. La Direction exécutive du Comité contre le terrorisme compte parmi son personnel un conseiller hors classe qui est chargé de veiller qu'il soit tenu compte comme il convient des droits de l'homme dans le dialogue mené avec les États Membres au sujet de l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) du Conseil. Par ailleurs, à l'occasion de la réorganisation de 2008, un groupe technique rassemblant des experts des divers domaines a été chargé d'élaborer des stratégies en vue de tenir systématiquement davantage compte des divers aspects liés aux droits de l'homme. Ce groupe est l'un des plus actifs au sein de la Direction exécutive, et a notamment organisé des réunions d'information à l'intention du Comité ainsi que la venue d'experts des droits de l'homme qui ont fait le point de la situation à l'intention du Comité et du personnel de la Direction exécutive.

26. Comme on l'a vu précédemment, le dialogue avec les États Membres a de plus en plus convaincu la Direction exécutive que les stratégies de lutte contre le terrorisme ne pourront véritablement être efficaces à long terme si elles ne sont pas profondément ancrées dans l'état de droit et ne respectent pas les obligations internationales en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire. C'est pourquoi la Direction exécutive aborde toujours ces questions lors de ses visites, dans les pays comme lors des ateliers organisés par vidéoconférence et d'autres échanges, et considère qu'il serait souhaitable de travailler plus étroitement avec les États au sujet des aspects pratiques liés au respect de ces questions. Elle estime que parler simplement de ces questions avec les États ne sert à rien, mais que si les organismes nationaux concernés peuvent être convaincus de l'intérêt de méthodes respectueuses de l'état de droit (et à la mise en œuvre desquelles les collectivités participent volontairement et non par intimidation), qui permettront d'assurer une protection beaucoup plus efficace du pays contre le terrorisme, ils seront beaucoup plus enclins à les adopter.

27. La Direction exécutive continue de développer sa coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le HCR, notamment dans le cadre d'activités conjointes d'assistance technique. Elle a également établi un dialogue avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de



l'homme dans la lutte antiterroriste dont elle utilise les rapports pour préparer ses visites d'évaluation. Plus généralement, elle devrait continuer d'agir conformément aux directives du Comité, qui prévoit l'incorporation de la question des droits de l'homme dans sa stratégie de communication. Cela reste nécessaire, entre autres, pour qu'il n'y ait pas de doutes quant à l'importance que la Direction exécutive accorde à cette question.

## **XI. Application de la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité**

28. La résolution 1624 (2005) du Conseil, qui traite de l'incitation au terrorisme, a pris une place de plus en plus importante dans les travaux de la Direction exécutive car elle permet d'examiner avec les États Membres les approches et les stratégies mises en œuvre face à l'extrémisme et à l'intolérance, notamment chez les jeunes. Comme on l'a vu précédemment, il est devenu clair que les mesures de lutte contre le terrorisme sont le plus efficaces lorsqu'elles s'inscrivent dans une stratégie générale qui aborde les divers facteurs qui contribuent à l'extrémisme, et notamment cherche à prévenir ou à dissuader la participation aux activités de recrutement pour les groupes terroristes ou l'incitation à commettre des actes terroristes. Toutefois, cela est loin d'être simple, en particulier parce que les organismes nationaux qui exercent habituellement leurs activités dans le domaine de la lutte contre le terrorisme (par exemple la police, les services d'immigration et des douanes et les organismes de renseignement) ne sont pas nécessairement ceux qui sont chargés d'appliquer les politiques visant à contrecarrer l'attrait que suscitent les extrémistes et les idéologies fondées sur la haine. De fait, ces stratégies sont fréquemment le plus efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre non par des organismes gouvernementaux mais par la société civile ou par des autorités religieuses.

29. Cette situation crée pour les gouvernements des problèmes non négligeables et témoigne de l'importance qu'il y a à mettre en place des mécanismes nationaux généraux capables d'élaborer une stratégie nationale globale de lutte contre le terrorisme et d'en appuyer la mise en œuvre. La Direction exécutive espère à l'avenir aider les États, avec leur accord, à élaborer de tels outils, en plus d'identifier et de promouvoir de bonnes pratiques à mettre en œuvre pour lutter contre l'incitation au terrorisme motivée par l'extrémisme et l'intolérance, comme demandé par la résolution 1624 (2005) du Conseil et par la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

## **XII. Communication et diffusion d'informations**

30. La Direction exécutive met en œuvre une stratégie de communication active qui est axée sur les États Membres, les organisations internationales, les organismes de recherche, la société civile et le secteur privé de façon à faire mieux comprendre son action comme celle du Comité. Cette stratégie est, dans une certaine mesure, intégrée à la stratégie plus générale de communication coordonnée par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Département de l'information, qui en est un membre actif. Étant donné que dans l'essentiel des cas l'ONU doit faire passer un message commun en matière de lutte contre le terrorisme, il est normal que l'Équipe spéciale joue un rôle directeur à cet égard, bien que la Direction exécutive

doive, selon qu'il convient, projeter une image d'indépendance et assurer la transparence de ses procédures.

31. La Direction exécutive tient à jour et actualise en permanence le site Web du Comité dont l'utilisation est aisée et qui fournit de nombreuses informations. Le site Web est complètement revu périodiquement de façon à mieux tenir compte des intérêts des membres du Comité. Les mises à jour se font dans les six langues officielles de l'ONU. En outre, la Direction exécutive tient à jour un dossier d'information destiné à la presse, particulièrement utile lors des visites dans les pays, pendant lesquelles il entre fréquemment en contact avec des organismes qui n'ont généralement pas de rapport avec l'ONU. Elle s'est également efforcée de susciter la participation du secteur privé, aussi bien pour tirer parti de ses connaissances et de son expérience technique (par exemple l'Internet) que pour obtenir son appui en faveur des programmes de lutte contre le terrorisme dans certains États.

### **XIII. Activités futures proposées**

32. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait de renouveler son mandat, la Direction exécutive propose de poursuivre son action selon les grandes lignes décrites ci-dessus et de mettre en œuvre les initiatives déjà engagées ou prévues, à savoir :

- Poursuivre l'organisation d'ateliers à l'intention des membres de la police et des parquets de pays d'Asie du Sud;
- Donner suite à l'atelier sur le contrôle des frontières en Afrique de l'Est en engageant des initiatives plus spécifiques dans la sous-région;
- Poursuivre et développer le programme d'ateliers par vidéoconférence à l'intention de participants de pays qui n'ont pas soumis leur rapport dans les délais;
- Organiser en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe un atelier sur le contrôle aux frontières sur le modèle de celui organisé à Nairobi;
- Organiser dans les Caraïbes, avec le Comité interaméricain contre le terrorisme, un atelier consacré à la sécurité douanière et maritime, et plus particulièrement à la sécurité des marchandises et la gestion des risques;
- Donner suite à l'atelier organisé avec l'OSCE en novembre 2010 en Asie centrale sur l'application de la résolution 1624 (2005) du Conseil et la lutte contre l'incitation au terrorisme motivée par l'extrémisme en engageant des initiatives similaires dans d'autres régions;
- Donner suite à l'atelier sur la sécurité maritime organisé conjointement avec l'OMI et le Service de la prévention du terrorisme de l'UNODC au Gabon en mai 2010 par des initiatives spécifiques pour la sous-région;
- Donner suite à l'atelier organisé en octobre 2010 sur la coopération en matière de justice pénale dans la sous-région d'Europe de l'Est par des activités qui s'appuient sur les conclusions de l'atelier;

- Donner suite à l'atelier organisé en décembre 2010 à l'intention de magistrats du Parquet par des activités qui encouragent le développement de la communication et la constitution d'un réseau plus étroit de magistrats;
- Poursuivre les activités en vue de la création d'un centre de formation à l'application de l'état de droit en Asie du Sud;
- Élaborer une stratégie et un plan d'action de lutte contre le terrorisme pour les États de la CEDEAO, appuyés par une unité administrative de la Commission de la CEDEAO;
- Organiser une réunion extraordinaire du Comité rassemblant des représentants d'organisations internationales, régionales et sous-régionales d'une région donnée.

33. La Direction exécutive propose par ailleurs de travailler directement avec les États, avec leur accord, afin d'élaborer des stratégies générales intégrées de lutte contre le terrorisme ainsi que des mécanismes destinés à les mettre en œuvre (l'un des pays dans lequel la Direction exécutive s'est récemment rendue a donné son accord de principe) et veillerait à ce que le respect des dispositions de la résolution 1624 (2005) y figure en bonne place. Par ailleurs, elle considère qu'il serait possible d'intégrer davantage les questions de droits de l'homme dans les programmes de lutte contre le terrorisme. Si les mesures à cet égard relèvent davantage de l'Équipe spéciale et de la stratégie mondiale, elle serait bien placée pour les tester au fur et à mesure de leur élaboration.

#### **XIV. Organisation et fonctionnement de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme**

34. La Direction exécutive considère que ses effectifs actuels sont suffisants pour lui permettre de mener un ambitieux programme d'activités, conformément à son nouveau mandat, que ce soit à New York à l'appui du Comité et en coopération avec ses partenaires au sein de l'Équipe spéciale, ou sur le terrain pour l'organisation de visites d'évaluation, d'ateliers et des missions de conseil auprès des États Membres.

35. La Direction exécutive propose d'apporter trois modifications mineures à son organisation et à son fonctionnement afin de mieux tenir compte de ses nouvelles priorités et des nouvelles activités proposées.

36. Tout d'abord, elle propose que le titulaire d'un des deux postes de la classe D-1 n'occupe plus les fonctions de chef de groupe géographique, mais devienne Chef adjoint du Bureau de l'évaluation et de l'assistance technique et coordonnateur d'une nouvelle unité administrative consacrée à la mise en œuvre de projets intersectoriels spéciaux avec une responsabilité générale pour l'organisation d'activités posant des problèmes particuliers en termes de liaison et de logistique.

37. Deuxièmement, la Direction exécutive propose de détacher pour de courtes durées des membres de son personnel qui seraient chargés d'activités spécifiques, sous réserve de disposer des ressources nécessaires. Par exemple, un membre de la Direction exécutive pourrait être détaché pendant plusieurs mois auprès du secrétariat de la CEDEAO afin d'appuyer l'élaboration de la stratégie sous-régionale de lutte contre le terrorisme. Il pourrait également être possible de recevoir des personnels détachés d'organisations internationales, régionales et sous-

régionales participant à des activités communes avec la Direction exécutive, pour la durée de l'activité en question (par exemple, l'organisation d'une conférence ou d'un atelier).

38. Troisièmement, la Direction exécutive propose d'être autorisée à accepter des contributions extrabudgétaires de donateurs destinées à des activités spécifiques. Étant donné qu'à l'heure actuelle cela n'est pas possible, elle est obligée, à chaque fois qu'elle organise une manifestation (ateliers en Asie du Sud ou en Afrique de l'Est, par exemple), d'identifier une organisation partenaire qui conservera et distribuera les fonds fournis par les donateurs. Cette solution a donné satisfaction mais, au fur et à mesure qu'elle s'engagera dans ce type d'activités, cela donnera parfois lieu à des situations dans lesquelles elle devra gérer et distribuer des fonds. Il est proposé que l'acceptation et l'utilisation de tels fonds extrabudgétaires soient soumises à l'accord du Comité, au cas par cas.

## **XV. Conclusions**

39. Au cours des trois dernières années, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a continué d'évoluer pour répondre aux besoins et aux souhaits du Comité et au fur et à mesure que l'avantage comparatif dont elle jouit par rapport aux nombreux autres acteurs dans le domaine de la lutte contre le terrorisme devenait plus manifeste. Cet avantage comparatif tient en partie au fait que, comme le Comité contre le terrorisme, en tant qu'organe subsidiaire du Conseil de sécurité, elle est investie de tout le poids et de toute l'autorité du Conseil. Elle peut ainsi souligner combien il importe d'adopter des mesures de lutte contre le terrorisme, contribuer à légitimer ces mesures aux niveaux international, régional et national et encourager les gouvernements à travailler avec leurs voisins afin de rendre leur défense contre le terrorisme aussi efficace que possible. En outre, étant composée d'experts techniques, elle est en mesure d'offrir, en étroite coopération avec les organisations partenaires (spécialisées, régionales ou sous-régionales), des conseils avisés et impartiaux dans un domaine où existent de considérables difficultés pratiques. La Direction exécutive estime que, compte tenu de la menace permanente et en évolution que le terrorisme fait peser sur les États Membres, son action conservera toute son importance et toute son utilité.

---